

Concertation **citoyenne** **Le jour d'après**

Synthèse

13 mai 2020

lejourdapres.parlement-ouvert.fr



Le jour d'après

Sommaire

Introduction.....	3
La consultation citoyenne.....	4
• Analyses quantitatives	
• Analyses qualitatives par thématiques	
Les ateliers thématiques.....	27
Méthode.....	29
Annexes.....	33

Introduction

Avec la crise liée au Covid 19, en quelques semaines, nous vivons un bouleversement sans précédent. Plus de la moitié de l'humanité a été forcée de se confiner. Les vols internationaux ont été arrêtés et les frontières se sont refermées les unes après les autres, ce que personne n'aurait pu imaginer quelques semaines plus tôt.

L'économie mondiale semble à l'arrêt. Même si les gouvernements ont pris des mesures résolues pour soutenir l'activité des entreprises, notamment en France avec les mesures de chômage partiel, la plupart des analystes pensent désormais que la crise aura des conséquences à la fois profondes et durables sur l'augmentation du chômage, de la pauvreté, et sur l'état sanitaire de la population.

Passé l'effet de sidération, nous avons voulu nous saisir de ce prodigieux ralentissement pour en faire une occasion de penser le jour d'après. Nous avons estimé qu'il était de notre responsabilité de le penser collectivement.

Les près de 8700 contributions que nous avons reçues en un mois sur la plateforme, venant de plus de 26 00 citoyens, mais aussi de syndicats, d'associations, de collectifs de tous ordres ; les 22 ateliers qui ont été organisés sur les différents thèmes soumis au débat prouvent qu'il existe un immense désir de penser le monde que nous voulons.

Car nous ne voulons que le jour d'après soit différent du monde d'avant: plus juste, plus solidaire, plus respectueux de l'environnement, plus démocratique.

La consultation **citoyenne**

Analyses
quantitative et
quanlitative



Le jour d'après

1.

Analyses quantitatives

La consultation en 3 chiffres



+ **8 700**
propositions déposées



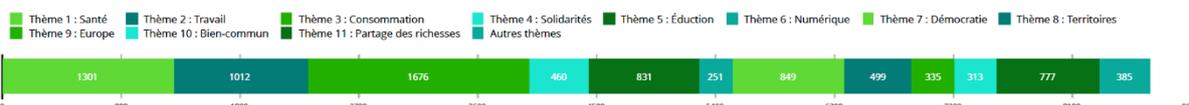
+ **108 811**
votes de soutiens



+ **26 000**
inscrits

*Fact Data /

Le jour d'après



Word analysis /

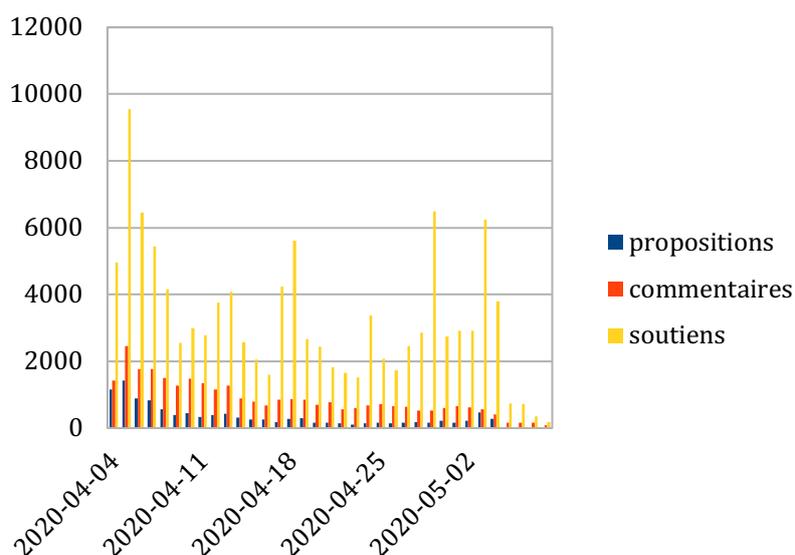
Éducation	Démocratie	Ecologie	Justice	Santé	Social	Économie	Consommation	Travail	Politique	Technologie	Système social
inégalité (541)	Europe (1119)	nature (811)	liberté (271)	santé (1908)	culture (900)	travail (2210)	argent (615)	travail (2110)	lobby (146)	science (420)	système capitaliste (125)
famille (381)	démocratie (763)	énergie (878)	transparence (150)	famille (331)	jeunes (502)	système (1483)	voiture (381)	argent (615)	Macron (82)	technologie (259)	Changer de paradigme (98)
enseignement (334)	gouvernement (476)	pollution (507)	époussement (64)	Services publics (315)	solidarité (476)	Europe (1119)	publicité (202)	égalité (464)	armée (80)	informatique (117)	revenu de base (78)
Services publics (170)	Services publics (315)	agriculture (481)	justice sociale (83)	Bien commun (277)	égalité (464)	argent (615)	plastique (156)	télétravail (208)	plan de relance (28)	Intelligence artificielle (69)	système (56)
argent public (59)	consultation (256)	science (420)	justice fiscale (19)	système de santé (272)	retraite (343)	dette (233)	surconsommation (108)	rémunération (240)	dictature (27)	robotisation (34)	modèle économique (54)
formation continue (48)	Bien commun (223)	biodiversité (321)	humaniser (15)	crise sanitaire (258)	logement (338)	constitution (200)	qualité de vie (106)	réduction du temps de travail (196)	oligarchie (19)	données personnelles (33)	répartition des richesses (27)
	constitution (209)	écologie (297)	lançons d'alerte (7)	prévention (248)	RSA (147)	TVA (207)	obsolescence programmée (79)	relocalisation (96)	décarrement (8)	automatisation (22)	holistique (23)
	référendum (174)	déchets (246)	droit d'asile (2)	gratuité (190)	transports en commun (143)	revenu universel (272)	époussement (84)	indépendants (62)		bitcoin (19)	Revenu maximum (21)
	gouvernance (124)	Bien commun (277)	Julian Assange (1)	coronavirus (187)	mobilité (126)	fiscalité (166)	soop (35)	impôt sur le revenu (64)		robotique (13)	communisme (11)



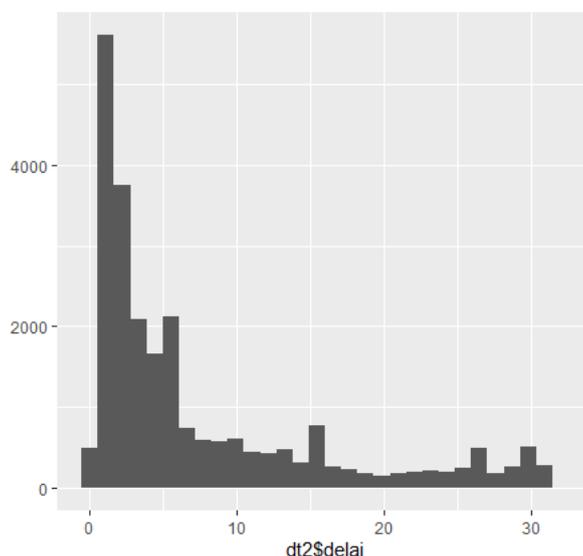
8 669 propositions
110 430 soutiens
26 310 participants dont **17 301** participants actifs**
28 501 commentaires

** Participants ayant proposé ou commenté l'une des propositions de la place-forme
 * Chiffres au 04/05/2020 sous réserve

Activité sur la plateforme de consultation

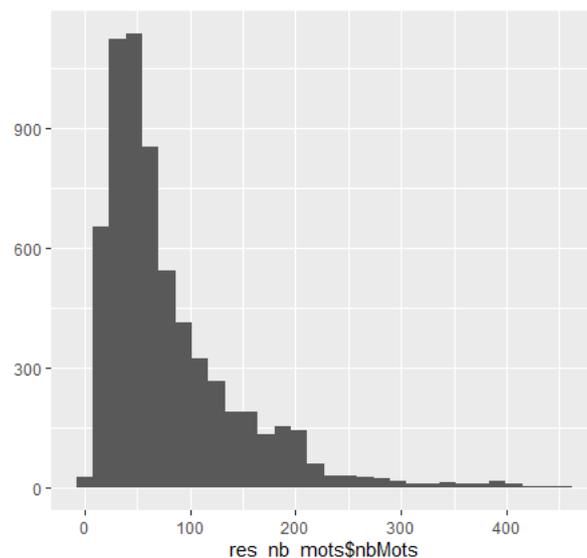


L'évolution du nombre de contributions en fonction du temps montre un pic à l'ouverture du site pour **dépasser les 5000 contributions en une journée**. La participation continue avec un **rythme de base autour de 300 contributions par jour**.



Évolution du nombre de contributions par jour en fonction du temps

La distribution des contributions selon leur longueur est donnée dans le graphe ci-dessous. **La moyenne est d'environ 75 mots par contributions**. L'espace de proposition, limité en taille, est correctement dimensionné pour recueillir l'ensemble des propositions (très peu de contributions approchent les 400 mots).

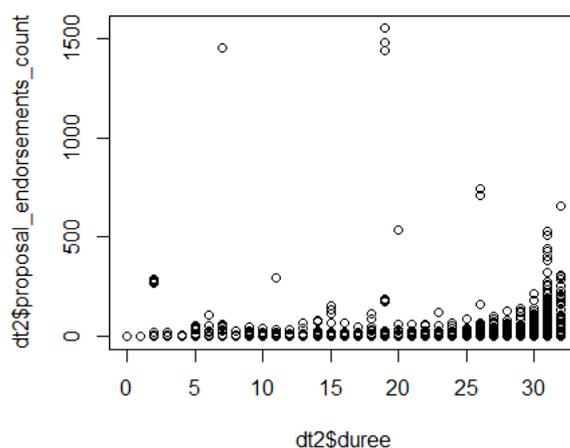


Distribution des contributions selon leur longueur

La plateforme permet aux participants de se positionner par rapport aux autres contributions (ie de soutenir une proposition ; de voter pour ou contre une proposition ; ou d'ajouter +1 ou -1 aux commentaires dans les espaces de discussions associés aux contributions).

Le graphique du nombre de soutiens par proposition en fonction de la durée d'exposition sur le site montre que dans l'ensemble **plus les contributions sont anciennes et plus elles recueillent de votes**.

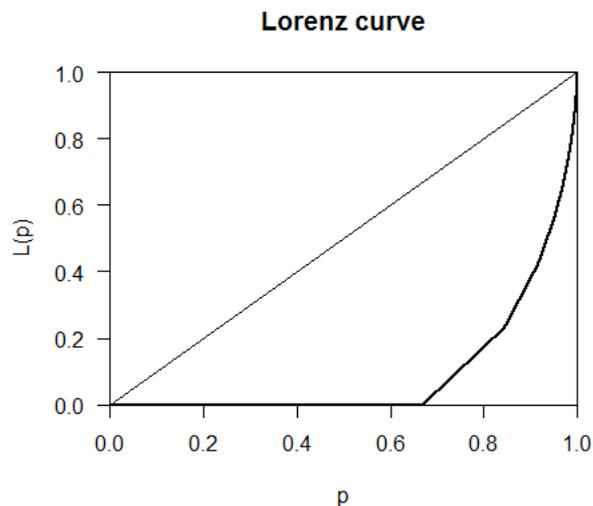
On constate également que **l'évolution du nombre de votes suit l'évolution du nombre de contributions** en fonction du temps. En effet, on observe un pic à environ 15 jours que ce soit pour la courbe des contributions ou celle des soutiens des contributions.



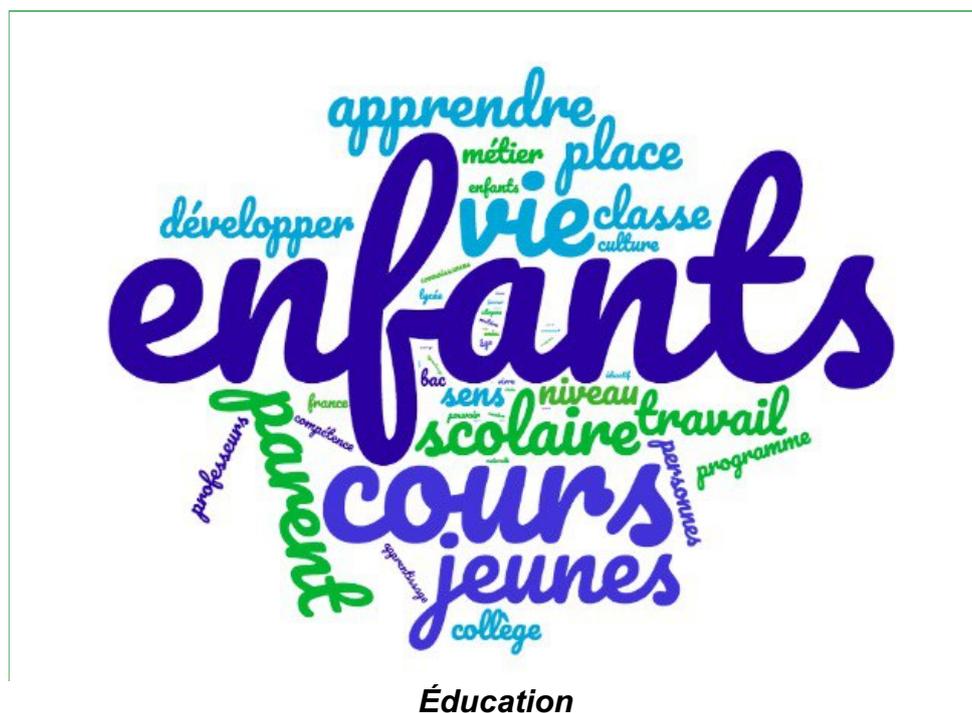
Nombre de soutien en fonction de l'ancienneté des contributions

On observe une forte concentration des votes sur environ un tiers des contributions, qui sont les propositions les plus soutenues ou les plus polémiques. La courbe de Lorenz ci-dessous donne une idée de la concentration des votes.

Tout d’abord, la courbe est très éloignée de la première bissectrice qui est le cas d’une égalité parfaite (toutes les contributions ont le même nombre de votes). En considérant les propositions classées selon le nombre de votes reçus, on observe que jusqu’à une proportion de 66 % environ aucun vote n’est observé sur ces contributions. La très forte pente, en bout du graphique, montre que **quelques propositions agrègent énormément de votes**.

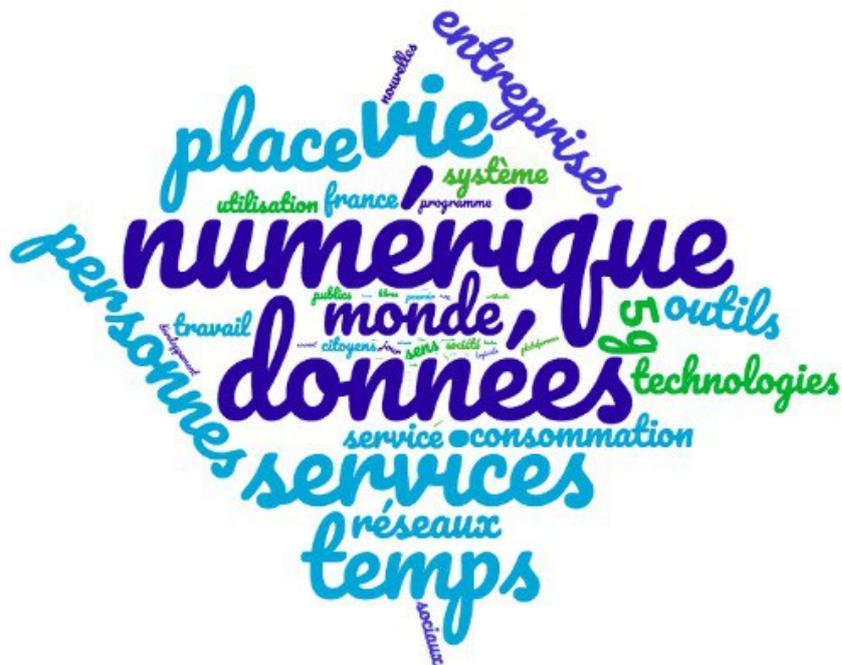


Analyse wording





Démocratie



Numérique



Travail



Solidarité

50 propositions citoyennes les plus soutenues

Santé

1. Relocaliser la production de matériels et produits stratégiques (gel, masques chirurgicaux et FFP2, vêtements pour hôpitaux, matériels...) - 431 votes
2. Stopper le gaspillage médicamenteux et ne délivrer que la quantité nécessaire - 400 votes
3. Agir en préventif sur l'alimentation et l'activité physique en facilitant et incitant les changements alimentaires des Français pour limiter l'impact des maladies évitables - 300 votes
4. Manger mieux et bouger = moins de malades = moins besoin d'hôpitaux
5. Revalorisation salariale du personnel médical

Travail

1. Mettre en place un revenu universel à partir de 18 ans
2. Développer le télétravail
3. Revaloriser les métiers essentiels (santé, agriculture, recherche, ...)
4. Prendre en compte les enjeux environnementaux au sein des entreprises

Consommation et sobriété

1. Végétalisation d'ampleur de l'alimentation en restauration collective publique ou privée
2. Adopter la loi VEGAN
3. Soutien massif au développement de projets alimentaires territoriaux, pour une agriculture locale, de qualité et en circuit court
4. Obliger les fabricants d'appareils électroménagers y compris la téléphonie à fabriquer solide et pour longtemps
5. Stop aux emballages inutiles !

Solidarités

1. Reconstruire le lien avec ce qui nous nourrit, partager vers et au travail
2. Création d'un revenu universel
3. Plafonnement des revenus
4. Revaloriser les salaires et carrières des enseignants

Education

1. Créer un enseignement obligatoire aux enjeux climatiques et à la protection de l'environnement
2. Permettre et inciter à davantage d'innovation dans les pratiques pédagogiques
3. Viser l'acquisition de savoirs pratiques de la vie quotidienne dès le plus jeune âge
4. Replacer la nature au centre de l'éducation

Numérique

1. Réussir ensemble une transition numérique sobre : un impératif environnemental
2. Non à l'hyperconnectivité par la 5G - investir autrement dans le numérique
3. Lancement d'un grand plan sur la sobriété numérique pour sensibiliser sur les conséquences environnementales de la consommation numérique - par le Jour d'Après

4. Internet haut débit pour tous

Démocratie

1. Expérimentation du tirage au sort dans les institutions représentatives
2. Un renouveau démocratique pour faire face collectivement aux enjeux sociaux et écologiques
3. Meilleure prise en compte du vote blanc
4. Mise en place d'assemblées citoyennes pour les réformes structurantes, ou sous initiative citoyenne

Territoires

1. Un plan concret de sortie de l'élevage intensif
2. Concevoir les "territoires de la proximité" au moyen de la politique de transports et de la réglementation
3. Développer l'usage du vélo au quotidien
4. Remettre en cause le fait que la chasse soit d'intérêt général

Europe

1. Réinventer ensemble l'Europe pour une économie résiliente et bas carbone
2. Mise en place d'un Green New Deal européen
3. Relocalisation de la production de produits de première nécessité en Europe
4. Créer un état fédéral européen

Biens communs

1. Une agriculture plus responsable de l'environnement et des animaux
2. Les 1000 premiers jours : une opportunité unique de prévention en santé
3. Piloter le monde de demain au plus proche des réalités vécues et des enjeux de soutenabilité
4. Développer une comptabilité socio-environnementale

Partage des richesses

1. Moduler les subventions ou la fiscalité selon les performances environnementales des entreprises
2. Taxer les transactions financières (Taxe Tobin) et interdire le trading haute fréquence
3. Lutter contre l'optimisation et l'évasion fiscale
4. Repenser les politiques fiscales (TVA, impôt pour tous, IFI, retour de l'ISF, héritages)

Autres thèmes

1. Développement de l'autosuffisance alimentaire en espace urbain
2. Accompagner les agriculteurs sur 5 ans pour leur conversion en agriculture bio et permaculture
3. Rendre obligatoire le Forfait Mobilité Durable pour le vélo et les autres modes actifs
4. Le Jour d'Après : pour qui, pour quoi ?

En annexes, les 30 propositions les plus commentées et les 30 propositions les plus votées.

2.

Analyses qualitatives

Thème 1

Le plus important, c'est la santé ! : quel système de santé demain ?

Plus de soin, moins de courses à la rentabilité, des rémunérations en hausse pour les personnels de santé, une indépendance sanitaire au niveau national ou européen, un profond changement de comportement... sont les attentes des participants.

Le plus urgent pour la communauté du Jour d'Après est de retrouver une **autonomie sanitaire** sur l'ensemble de la chaîne médicale pour éviter toute pénurie à l'avenir.

Sur le plan humain, la logique comptable et financière doit laisser place à une **approche plus humaine**, plus orientée sur les soins.

En somme, c'est une réorientation vers une société du **care** que doit opérer la France : mieux soigner, mieux rémunérer et considérer les personnels soignants tout en favorisant un style de vie fondé sur le bien-être.

 **1301 propositions**

 **21728 soutiens**

 **16189 commentaires**

Top 3 des propositions répondant aux attentes citoyennes

1. Relocaliser la production de matériels et produits stratégiques (gel, masques chirurgicaux et FFP2, vêtements pour hôpitaux, matériels...) - 431 votes
2. Stopper le gaspillage médicamenteux et ne délivrer que la quantité nécessaire - 400 votes
3. Agir en préventif sur l'alimentation et l'activité physique en facilitant et incitant les changements alimentaires des Français pour limiter l'impact des maladies évitables - 300 votes

Thème 2

Métro, boulot, robot : quel monde du travail voulons-nous ?

Cette période de confinement révèle les grandes inégalités entre métiers et invite la société française à repenser sa vision du travail et la place qu'il occupe dans la vie de chaque citoyen. Ce thème a rassemblé 1012 propositions et cumule plus de 12.583 soutiens et plus de 3.926 commentaires.

Les deux propositions les plus soutenues (702 et 323 soutiens) et les plus discutées (144 et 176 commentaires) concernent **le revenu universel** en faisant le sujet le plus plébiscité (20 propositions dans le top 100, plus de 2.000 soutiens et 720 commentaires).

La question du **télétravail** est également très discutée avec 16 propositions dans le top 100 cumulent 1.260 soutiens et 200 commentaires. Au second plan apparaissent d'autres sujets comme la **revalorisation des métiers essentiels**, la place de **l'écologie dans l'entreprise** ou la **réduction du temps de travail**.

L'analyse des propositions montre une volonté de modifier le rôle et la place du travail dans la société. Ainsi la mise en place d'un revenu universel et la valorisation des métiers essentiels associée à d'autres propositions comme le plafonnement des hauts salaires révèle un désir de justice dans la rémunération. Le télétravail et la réduction du temps de travail permettraient de rendre le rapport vie au travail/vie personnel plus équilibré. En trame de fond, c'est la société et son rapport au travail censé libérer intellectuellement et financièrement qui est questionné. Les citoyens aspirent à un retour à des valeurs essentielles comme l'écologie ou l'utilité sociale.

La crise du Covid-19 révèle les aspirations des Français pour un monde du travail plus juste, plus inclusif et justement rémunéré.



1012 propositions



12583 soutiens



3926 commentaires

Top 3 des propositions répondant aux attentes citoyennes

1. Mettre en place un revenu universel à partir de 18 ans
2. Développer le télétravail
3. Revaloriser les métiers essentiels (santé, agriculture, recherche, ...)

Thème 3

A consommer avec modération : vers une société de la sobriété ?

1676 propositions ont été faites sur le thème de la consommation et de la sobriété. Les propositions émises par les citoyens témoignent d'une véritable conscience partagée de **l'urgence climatique** ainsi que de l'urgence d'une **consommation sobre, responsable et durable**.

Dans l'ensemble, les propositions citoyennes s'articulent autour des points suivants :

- Une agriculture plus locale, en circuit-court et végétalisée. Les questions de la **souveraineté alimentaire** et de la revalorisation du salaire des agriculteurs sont également abordées.
- Une lutte contre le **gaspillage alimentaire**, le suremballage et la meilleure maîtrise des cycles de production.
- La mise en place d'une **fiscalité écologique** via la taxe carbone, la taxation des industries polluantes et les mécanismes incitatifs.
- La **sobriété énergétique** par la rénovation des bâtiments et l'investissement dans les énergies renouvelables.



1676 propositions



29819 soutiens



5600 commentaires

Certaines propositions ont créé un réel consensus, notamment concernant le **soutien au développement de projets alimentaires territoriaux** pour une agriculture locale et de qualité contribuant à la résilience des territoires. L'élevage intensif, l'agriculture hors sol, l'importation de produits non saisonniers sont fortement décriés. Les demandeurs se portent aussi sur un retour de la consigne du verre, un électroménager sans obsolescence, la saisonnalité de la consommation alimentaire.

Parmi les propositions citoyennes, certaines font l'objet d'un débat animé. Quelques positionnements clivants qui préexistaient dans l'opinion réapparaissent dans le débat tel que le **véganisme** (242 commentaires) et le **nucléaire**.

Enfin, les changements de mode de consommation prônés ne s'appliquent pas uniquement à la nourriture, mais aussi à tous les biens et services jugés comme étant consommés de façon trop récurrente et en trop grande quantité. Une réflexion se pose sur les biais du marketing et le besoin **d'encadrer plus strictement la place de la publicité** dans l'espace public.

Top 3 des propositions répondant aux attentes citoyennes

1. Végétalisation d'ampleur de l'alimentation en restauration collective publique ou privée
2. Adopter la loi VEGAN
3. Soutien massif au développement de projets alimentaires territoriaux, pour une agriculture locale, de qualité et en circuit court

Thème 4

Des liens plutôt que des biens : comment retisser des solidarités ?

460 propositions ont été formulées sur ce thème. La crise du Covid19 invite à repenser les solidarités. Que ce soient les entreprises, les ONG ou tout simplement les actes individuels, le lien entre individus et les canaux de solidarité se sont renforcés durant cette crise, mettant en exergue notre interdépendance et notre responsabilité les uns par rapport aux autres.

4 grandes thématiques ont structuré les débats :

- La création d'un **revenu universel**.
- La lutte contre la **pauvreté**.
- La place du **bénévolat**, du travail social et des nouvelles formes de solidarités.
- L'égalité **femmes-hommes**



460 propositions



5280 soutiens



1687 commentaires

Les propositions citoyennes se portent sur la mise en place d'un système plus solidaire et égalitaire. Parmi les propositions les plus soutenues, on retrouve la volonté de créer un revenu universel (396 soutiens sur un total de 26 propositions). Cependant, cette proposition suscite un vif débat (164 commentaires). En effet, des questions sont posées sur le financement d'un tel revenu, du montant ou encore de l'âge légal d'accès à ce revenu.

Une seconde proposition a largement été approuvée, celle de développer les **espaces publics de travail partagé** pour limiter les déplacements travail/ domicile et de mettre en relation les sphères privées, associatives et publiques, ainsi que de promouvoir le covoiturage (278 soutiens).

La solidarité a aussi fait émerger la nécessité d'aider les plus démunis, et notamment les personnes sans-abri. La **réquisition des logements vacants** à destination des personnes sans-abri fait partie des propositions privilégiées. D'autre part, l'extension d'un **réseau national de garde-manger solidaires** a été proposée. Le baromètre de pauvreté de septembre 2019 indique que la précarité alimentaire s'est fortement accrue depuis quelques années.

La question d'un **congé parental plus équilibré entre hommes et femmes** a quant à elle suscité des réactions diverses. Plusieurs commentaires se basant sur les exemples d'autres pays y sont favorables quand d'autres posent la question de la liberté du choix, notamment au regard de la loi telle qu'elle est aujourd'hui rédigée. Les commentaires relèvent que le choix du mot « équilibre » est important et n'apporte pas une obligation d'« égalité » sur le sujet.

Top 3 des propositions répondant aux attentes citoyennes

1. Reconstruire le lien avec ce qui nous nourrit, partager vers et au travail
2. Création d'un revenu universel
3. Plafonnement des revenus

Thème 5

Cultivons notre jardin : comment construire une société qui mise sur la jeunesse ?

Les 831 propositions s'articulent autour de plusieurs grands thèmes :

- L'éducation aux enjeux climatiques et à la protection de l'environnement,
- Le développement de pédagogies alternatives davantage centrées sur le vivre ensemble,
- La valorisation des savoirs pratiques et manuels,
- La revalorisation du métier d'enseignant et l'amélioration des conditions d'enseignement.



831 propositions



10281 soutiens



2183 commentaires

Les diverses propositions visant à enseigner les enjeux climatiques et la protection de l'environnement sont particulièrement soutenues. Les propositions visent toutes à intégrer davantage la sensibilisation à la protection du climat, de l'environnement, de la biodiversité dans les programmes éducatifs. Ce thème comprend aussi des propositions de partenariat entre l'Éducation nationale et des structures telles que des AMAP (association pour le maintien d'une agriculture paysanne) ou des associations de protection des animaux.

Les pédagogies alternatives, davantage centrées sur le rythme de l'enfant et ses forces. L'éducation positive et bienveillante visant davantage d'autonomie est aussi soutenue (neurosciences, Montessori). Ces propositions visent à permettre davantage d'innovation de la part des enseignants dans leur manière d'enseigner et d'évaluer en valorisant les élèves.

Un autre thème rassemble plusieurs propositions particulièrement soutenues : la valorisation des savoirs pratiques et manuels. Parmi ces savoirs pratiques, les diverses propositions portent sur des cours de jardinage, de cuisine, de bricolage, de couture, la formation aux gestes de premiers secours. Pour accompagner ces enseignements, il est proposé à plusieurs reprises de valoriser les engagements citoyens et associatifs. Enfin, notamment pour valoriser les métiers manuels, il est proposé de faire plus souvent des liens entre l'école et les professionnels (interventions, stages) et de valoriser davantage les filières professionnelles.

Enfin, plusieurs propositions visent à revaloriser les métiers d'enseignant et améliorer les conditions d'enseignement. La revalorisation des salaires et carrières des enseignants est une proposition très soutenue. Plusieurs propositions visent à réduire le nombre d'élèves par enseignant, soit par une réduction du nombre d'élèves par classe, soit par la généralisation des cours en binôme d'enseignants. Enfin, un sujet génère des débats, celui de la cohabitation entre l'enseignement public et l'enseignement privé.

Top 3 des propositions répondant aux attentes citoyennes

1. Créer un enseignement obligatoire aux enjeux climatiques et à la protection de l'environnement
2. Permettre et inciter à davantage d'innovation dans les pratiques pédagogiques
3. Viser l'acquisition de savoirs pratiques de la vie quotidienne dès le plus jeune âge

Thème 6

L'homme face à la machine : peut-on humaniser le numérique ?

La thématique dédiée au numérique, recensant 251 propositions, a fait l'objet de nombreux débats articulés autour de deux grandes tensions :

- Repenser nos modèles de développement du numérique
- Mettre le numérique au service de notre démocratie

Les deux contributions les plus discutées du thème (467 soutiens au total) ont eu pour objet d'engager une réflexion

autour d'un **grand plan de sobriété numérique**, accompagné de mesures de pédagogie et d'actions concrètes. Cette mesure, largement soutenue, s'inscrit dans un souci environnemental toujours plus grandissant et entend repenser la façon dont nous utilisons nos appareils : l'allongement de la durée légale de 10 ans pour les équipements, l'écoconception des sites internet ou la réduction de la bande passante des secteurs internet les plus gourmands ont notamment été proposés par The Shift Project (think tank oeuvrant en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone).

Dans cette optique, les questionnements se sont également portés autour du développement de la **technologie 5G** et des craintes pour la biodiversité ou la santé humaine. Sur cette dernière question, il est à noter que les avis sont loin d'être uniformes. Dans le même élan de remise en question du modèle numérique actuel, les contributeurs ont appelé au fil des contributions à un usage plus encadré des données personnelles par les personnes publiques ou privées, et ont notamment appuyé de manière spécifique la proposition **de créer des données dites "d'intérêt général"**, essentielles à l'innovation, aux politiques publiques, à la régulation, et pourtant détenues par les grandes plateformes.

Enfin, un **grand plan d'inclusion numérique** est apparu indissociable de ces mesures, par le déploiement - entre autres - des maisons France Service, de points de médiation numérique dans les mairies afin d'accompagner l'éradication des zones blanches et l'accès à tous à internet.

Cette remise en question de notre modèle numérique a semblé faire la part belle à l'opportunité démocratique que ces outils peuvent procurer. Les contributeurs ont ainsi débattu de la **place du vote numérique**, en ce qu'il pourrait le rendre plus attractif et disponible, tout en soulignant les risques liés à la sécurité de la consultation.

Top 3 des propositions répondant aux attentes citoyennes

1. Réussir ensemble une transition numérique sobre : un impératif environnemental - The Shift Project
2. Non à l'hyperconnectivité par la 5G - investir autrement dans le numérique
3. Lancement d'un grand plan sur la sobriété numérique pour sensibiliser sur les conséquences environnementales de la consommation numérique - par le Jour d'Après



251 propositions



2911 soutiens



695 commentaires

Thème 7

Une démocratie plus ouverte : comment partager le pouvoir ?

La thématique 7 « une Démocratie plus ouverte : comment partager le pouvoir » recense 849 propositions. La majorité des propositions vont dans le sens d'une démocratie plus directe, et d'une moralisation de la vie politique.

Plus précisément, les débats structurants sont :

- Une meilleure représentativité et participation de l'ensemble de la société civile, notamment par des expérimentations de démocratie locale, participative et directe.
- Des outils pour mesurer, suivre, comprendre, contrôler si nécessaire l'action des élus.



849 propositions



6436 soutiens



2450 commentaires

Parmi les propositions les plus soutenues nombreuses sont celles qui suggèrent de remettre le citoyen au cœur du processus démocratique. **L'expérimentation du tirage au sort dans les institutions représentatives** a recueilli 204 soutiens. Cette même idée est également évoquée dans 42 autres propositions. La question de la compétence des personnes tirées au sort est souvent présente en commentaire, et proposent une formation des tirés au sort comme lors de la Convention Citoyenne pour le Climat (qui ont travaillé sur la base d'auditions d'experts et de synthèses de travaux). La meilleure prise en compte du **vote blanc** recueille 179 soutiens, mais suscite un vif débat en commentaire avec plusieurs arguments contre tel que le blocage du processus démocratique ou la simplicité du système. La mise en place **d'assemblées citoyennes** pour les réformes structurantes (163 soutiens) ainsi que le **référendum d'initiative citoyenne** (153 soutiens) sont deux autres propositions très soutenues par les citoyens. Le référendum d'initiative citoyenne fait débat avec un total de 137 commentaires, on comptabilise presque autant d'avis en faveur qu'en défaveur.

D'autre part, les différentes propositions laissent transparaître une défiance des citoyens et un manque de confiance évident envers la classe politique. Les propositions d'opposition au gouvernement actuel sont très représentées dans cette catégorie (ex : Juger le gouvernement de Macron – 89 commentaires). Par ailleurs la proposition de modification du financement de la démocratie et des partis politiques et l'accroissement de la transparence de la vie publique bénéficie de 70 soutiens et de nombreux commentaires en faveur.

Enfin, la proposition de mise en place d'une **loi anti-lobby** est favorablement accueillie dans la thématique avec 10 propositions similaires.

Top 3 des propositions répondant aux attentes citoyennes

1. Expérimentation du tirage au sort dans les institutions représentatives
2. Un renouveau démocratique pour faire face collectivement aux enjeux sociaux et écologiques
3. Meilleure prise en compte du vote blanc

Thème 8

L'avenir de nos territoires : quel nouveau contrat pour les renforcer et préserver leur diversité ?

Pour la communauté du Jour d'Après, les territoires doivent être au coeur du projet de transformation écologique : bonnes pratiques en matière d'écologie, de développement économique local et des mobilités douces, place centrale accordée à la parole citoyenne.

Cette volonté s'accompagne d'une critique de la mondialisation à outrance telle qu'elle existe aujourd'hui : perte de notre autonomie économique dite "essentielle", déconnexion territoriale et démocratique, déserts médicaux, humains et économiques, centralisation des richesses au sein des grandes métropoles, etc...

La communauté du Jour d'Après propose de repenser cette mondialisation basée sur l'humain et le respect de la biodiversité :

- Apporter un véritable soutien pour repenser l'organisation de nos territoires sur des usages plus doux, plus vertueux, plus localisés, plus éthiques, plus humains et respectueux des animaux.
- Développer les mobilités douces et collectives pour le développement et la mise en valeur des territoires urbains et ruraux
- Améliorer le maillage industriel grâce à la relocalisation des industries clés, à proximité des citoyens pour des raisons de cohésion du territoire et au soutien du savoir-faire local.



499 propositions



6872 soutiens



1178 commentaires

Top 3 des propositions répondant aux attentes citoyennes

1. Un plan concret de sortie de l'élevage intensif - 1482 votes
2. Concevoir les "territoires de la proximité" au moyen de la politique de transports et de la réglementation - 283 votes
3. Développer l'usage du vélo au quotidien - 221 votes

Thème 9

L'Europe dans le monde : comment recréer une solidarité européenne et internationale ?

Les contributions sont principalement Pro-Européennes. Les propositions tournent autour du renforcement des compétences de l'Europe notamment sanitaire et économique pour éviter de revivre la crise sanitaire que nous connaissons.

L'Europe comme niveau de décision adapté pour :

- La relance verte,
- La protection sanitaire et sociale.
- La transition sociale des secteurs impactés par la crise



335 propositions



3519 soutiens



1202 commentaires

Les citoyens souhaitent une Europe capable d'affronter les défis climatiques, politiques, sanitaires et économiques. Cependant, le modèle actuel ne convient plus. Il a montré ses limites avec une litanie de crises depuis 2008 et des blocages institutionnels qui limitent les prises de décisions face aux crises.

C'est une Europe plus juste, plus sociale, plus verte, mais aussi une Europe plus forte, plus puissante, plus sûre d'elle-même qui est mise en avant par les propositions et les commentaires. Les plus Européens parmi les contributeurs ont conscience des limites, des défauts, de frictions que nous connaissons actuellement en Europe. Par exemple, le blocage et la lenteur institutionnelle qu'entraîne les prises de décision à l'unanimité au sein du Conseil européen, ou l'absence de véritable Europe politique dotée de ressources propres.

Une réponse coordonnée pour répondre à la crise est espérée. Pour cela, il est suggéré de donner plus de moyens financiers à l'Europe, grâce à de nouvelles ressources propres telles que l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés, la taxe sur les GAFAM ou un mécanisme de compensation carbone aux frontières.

L'immense défi de l'Europe est de redonner confiance aux Européens, de plus en plus tentés par les populismes de tous les bords.

Top 3 des propositions répondant aux attentes citoyennes

1. Réinventer ensemble l'Europe pour une économie résiliente et bas carbone
2. Mise en place d'un Green New Deal européen
3. Relocalisation de la production de produits de première nécessité en Europe

Thème 10

Notre richesse est invisible : comment mieux mesurer le bien commun ?

Concernant cette thématique, la communauté du Jour d'Après a articulé ses propositions autour de trois objectifs :

- Mieux protéger de la biodiversité et l'environnement
- Responsabiliser les entreprises en matière d'impact environnemental
- Faire évoluer la société vers l'être et non l'avoir

Face à l'urgence climatique et environnementale (extinction de masse, réchauffement climatique, etc.), les propositions s'orientent vers une modification structurelle de la société. Les citoyens souhaitent ainsi une redéfinition des indicateurs de richesses : la croissance économique (croissance du PIB) ne reflète plus les intérêts des citoyens, ils souhaitent de nouveaux indicateurs évaluant le bien-être, l'état planétaire, l'état de la biodiversité, les progrès sociaux. Pour que ces indicateurs soient au vert, les citoyens veulent des incitations à la consommation et à la production. Les citoyens souhaitent davantage d'incitations à mieux consommer (cf. thème 3), mais aussi des incitations à mieux produire pour les entreprises.

La préservation de la biodiversité passe, selon les citoyens, par une agriculture plus responsable de l'environnement et des animaux, par une préservation des espaces naturels encore non urbanisés et des incitations à une meilleure production et consommation.



313 propositions



6580 soutiens



1016 commentaires

Top 3 des propositions répondant aux attentes citoyennes

1. Une agriculture plus responsable de l'environnement et des animaux - 1 551 votes
2. Les 1000 premiers jours : une opportunité unique de prévention en santé - 538 votes
3. Piloter le monde de demain au plus proche des réalités vécues et des enjeux de soutenabilité - 280 votes

Thème 11

Le nerf de la guerre : quel financement et quel nouveau partage des richesses ?

L'heure de la reconstruction va sonner et les politiques publiques détermineront la direction que prendront ces financements. Ce thème a rassemblé 777 propositions et cumule plus de 7.013 soutiens et plus de 2.554 commentaires.

La proposition la plus soutenue porte sur l'abandon des subventions publiques aux énergies fossiles (285 soutiens), mais plusieurs propositions sont également très soutenues comme le revenu universel (14 propositions l'évoquent dans le top 60), la mise en place d'une taxe sur les transactions financières ou la lutte contre l'optimisation et l'évasion fiscale. La question de la suppression des héritages a suscité un vif débat dans les commentaires (250 commentaires).

L'analyse des propositions montre que les écarts de richesses et notamment leurs augmentations au cours des trois dernières décennies dans les démocraties occidentales sont devenus insoutenables et injustifiables pour nombre de citoyens.

Si le constat est partagé, les mesures à prendre suscitent énormément de propositions, complémentaires ou divergentes, radicales ou progressives :

- Moduler les subventions ou la fiscalité selon les performances environnementales des entreprises.
- Taxer les transactions financières (Taxe Tobin) et interdire le trading haute fréquence.
- Mettre en place un revenu universel et réduire les écarts de salaires.
- Lutter contre l'optimisation et l'évasion fiscale.
- Refondre les politiques fiscales (TVA, impôt pour tous, IFI, retour de l'ISF, héritages)

Les outils fiscaux et légaux doivent être développés pour permettre de réduire les inégalités, sources de tensions pour les démocraties. Ils ne doivent plus servir à optimiser ou cacher, mais à mieux redistribuer et valoriser les apports de chacun. Demain devra être plus juste, plus égalitaire, plus solidaire, c'est le message transmis par les propositions.

Top 3 des propositions répondant aux attentes citoyennes

1. Moduler les subventions ou la fiscalité selon les performances environnementales des entreprises
2. Taxer les transactions financières (Taxe Tobin) et interdire le trading haute fréquence
3. Lutter contre l'optimisation et l'évasion fiscale



777 propositions



7013 soutiens



2554 commentaires

Thème 12

Autres thèmes

385 propositions ont été faites dans la catégorie "Autre Thèmes". Les débats les plus structurants du thème portent sur :

- La consultation en elle-même, son utilité et le travail sur les thèmes retenus.
- Des propositions abordées dans d'autres thèmes : L'écologie, l'autonomie alimentaire, la neutralité climatique et l'énergie ; les déplacements et les transports plus verts et solidaires, le développement du cyclable ; la recherche ; L'art et la culture.



385 propositions



2511 soutiens



826 commentaires

Parmi les propositions citoyennes écologiques les plus appréciées, on retrouve notamment le développement de l'autosuffisance alimentaire en espace urbain (88 soutiens), le nécessaire accompagnement des agriculteurs pour leur conversion en agriculture biologique et permaculture (82 soutiens), les forfaits mobilité durables pour les vélos et autres modes actifs (63 soutiens). Ces propositions rejoignent d'autres considérations portées par d'autres thèmes.

La proposition « *le Jour d'Après : pour qui et pourquoi ?* » a suscité un vif débat (64 commentaires) mettant notamment en avant les précédentes réunions, rapports scientifiques, etc. n'ayant pas aboutis concrètement. Dans l'espace commentaire, l'appréhension d'une consultation qui pourrait elle aussi tomber dans le vide se fait ressentir.

Top 3 des propositions répondant aux attentes citoyennes

1. Développement de l'autosuffisance alimentaire en espace urbain
2. Accompagner les agriculteurs sur 5 ans pour leur conversion en agriculture bio et permaculture
3. Le Jour d'Après : pour qui, pour quoi ?

Les ateliers **thématiques**

Analyses



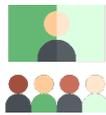
Le jour d'après

Les ateliers thématiques

Pendant la consultation, le collectif **Le Jour d'après** a organisé **23 ateliers de réflexion sous forme de vidéoconférence pour approfondir les différents thèmes abordés** : numérique, travail, solidarité...

Ces échanges ont offert la possibilité de faire dialoguer experts, acteurs associatifs et citoyens pour penser l'après-crise. Les vidéoconférences ont lieu en direct avec des réponses aux participants. La vidéo replay de chaque atelier ainsi que le compte-rendu ont été publiés à la fin de l'atelier.

En annexes, les comptes-rendus complets des ateliers.



23
ateliers organisés



44%
de femmes intervenantes
dans les ateliers



+2 700
participants



7 250
visionnages en replay

La concertation **citoyenne**

Méthode



Le jour d'après

Méthode

La catastrophe du Covid 19, par son ampleur et sa vitesse, doit nous obliger à repenser nos sociétés. Comme après chaque événement bouleversant (guerres, crises économiques, catastrophes naturelles et sanitaires), une remise en cause profonde de nos fondamentaux sociaux, de nos échelles de valeurs et de notre mode de production se pose.

Aujourd'hui, cette crise sanitaire doit nous convaincre qu'un autre monde est possible et que celui-ci devra impérativement être plus écologique, plus démocratique, plus solidaire. Repenser notre société, notre système de gouvernance, nos priorités, nos services publics, ne doit pas être la responsabilité des seuls élus et responsables politiques.

C'est pourquoi nous avons lancé le 4 avril 2020 la plateforme de consultation et d'action Le Jour d'après. Pendant un mois, citoyens, travailleurs, associatifs, syndicalistes, experts, élus, ont pu y faire part de leurs réflexions, partager des initiatives qui fonctionnent et des propositions concrètes, débattre, voter, pour bâtir le monde d'après.

Cette synthèse est un rendu neutre et synthétique.

En parallèle, avec les 66 parlementaires cosignataires de l'appel, nous avons sélectionné 30 propositions parmi celles qui nous semblaient à la fois les plus ambitieuses, les plus pertinentes et/ou les plus soutenues par les citoyens, afin de les porter collectivement et politiquement.

Désormais, une nouvelle phase va commencer : la co-écriture de ces propositions et leur traduction concrète dans la loi.

Liste des parlementaires signataires : Alauzet Eric (25); Anato Patrice (93); Atger Stéphanie (91); Bagarry Delphine (04); Balanant Erwan (29); Baichère Didier (78); Barbier Frédéric (25); Bouillon Christophe (76); Bournazel Pierre-Yves (75); Cariou Emilie (55); Chapelier Annie (30); Chiche Guillaume (79); Claireaux Stéphane (97500); Clément Jean-Michel (86); Dantec Ronan (44); de Courson Yolaine (21); de Temmerman Jennifer (59); Do Stéphanie (77); Dumas Frédérique (92); Dupont Stella (49); Durand Pascal (Député européen); Forteza Paula (FDE); Gaillot Albane (94); Garot Guillaume (53); Granjus Florence (78); Hammouche Brahim (57); Janvier Caroline (45); Josso Sandrine (44); Julien-Laferrière Hubert (69); Kerlogot Yann (22); Khedher Anissa (69); Kuric Aina (51); Laabid Mustapha (35); Labbé Joel (56); Lazaar Fiona (95); Lambert François-Michel (13); Le Feu Sandrine (29); Maquet Jacqueline (62); Meynier-Millefert Marjolaine (38); Molac Paul (56); Muschotti Cécile (83); Orphelin Matthieu (49); Pancher Bertrand (55); Park Zivka (95); Pételle Bénédicte (92); Petit Valérie (59); Pompili Barbara (80); Potier Dominique (54); Provendier Florence (92); Pueyo Joaquim (61); (Racon-Bouzon Cathy (13); Raphan Pierre-Alain (91); Rilhac Cécile (95); Rossi Laurianne (92); Rudigoz Thomas (69); Sarles Nathalie (42); Sage Maina (987); Sommer Denis (25); Taché Aurélien (95); Toutut-Picard Elisabeth (31); Touraine Jean-Louis (69); Thillaye Sabine (37); Tuffnell Frédérique (17) ; Untermaier Cécile (71); Villani Cédric (91); Wonner Martine (67)

Ils ont participé à la consultation du Jour d'Après

Véronique Andrieux (directrice générale du WWF France) ; **Jacques Attali** (écrivain et économiste) ; **Laurent Berger** (secrétaire général de la CFDT) ; **Loïc Blondiaux** (professeur de sciences politiques à la Sorbonne) ; **Gilles Bonnefond** (président de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine) ; **Dominique Bourg** (philosophe) ; **Mathilde Bras** (Fondation Internet Nouvelle Génération) ; **Pascal Brice** (ancien directeur de l'OFPRA) ; **Mathilde Brocquet-Courboillet** (Génération Libre) ; **Véronique Champel-Desplats** (professeure de droit public à l'Université Paris-Nanterre) ; **André Cicoella** (président du Réseau Environnement Santé) ; **Matthieu Dardaillon** (fondateur de Ticket for Change) ; **Adrian Deboutiere** (Institut national de l'économie circulaire) ; **Cécile Dupré La Tour** (cofondatrice de Start Up de Territoire) ; **Arnaud Gauffier** (WWF France) ; **Hervé Ggebo** (ordre des experts-comptables de Paris) ; **Jean-Luc Gleyze** (président du conseil départemental de la Gironde) ; **Jean-François Guégan** (directeur de recherche INRAE/IRD) ; **Thibaut Guilluy** (haut-commissaire à l'Inclusion dans l'emploi et à l'Engagement des entreprises) ; **André Grimaldi** (professeur au CHU de la Pitié-Salpêtrière) ; **Ghada Hatem** (gynécologue fondatrice de la Maison des femmes de Saint-Denis) ; **Claire Hédon** (présidente de ATD Quart Monde) ; **Angéline Lamy** (fondation Accenture France) ; **Hélène Landemore** (professeure en sciences politiques à l'université de Yale) ; **Noam Leandri** (président de l'observatoire des inégalités) ; **Françoise Milewski** (économiste à l'OFCE) ; **Alexandre Rambaud** (maître de conférences à AgroParisTech) ; **Judith Rochfeld** (professeure de droit privé à la Sorbonne) ; **Christophe Robert** (délégué général de la Fondation Abbé Pierre) ; **Carine Rolland** (Médecin du Monde) ; **Rémy Rioux** (Directeur de l'Agence Française de Développement) ; **Eric Soubeiran** (directeur nature de Danone) ; **Catherine Sabbah** (déléguée générale de l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement) ; **Sébastien Soriano** (président de l'ARCEP) ; **Pierre Souvet** (président de l'Association Santé Environnement France) ; **François Taddei** (chercheur en génétique moléculaire et éducation) ; **Salwa Toko** (présidente du Conseil National du Numérique) ; **Lionel Tordeux** (inspecteur au ministère de l'Éducation nationale) ; **Laurence Tubiana** (directrice générale de la European Climate Foundation) ; **Jean Viard** (sociologue) ; **Gwenaél Vourc'h** (directrice de recherche INRAE)

La concertation **citoyenne**

Annexes



Le jour d'après

1.

Analyses quantitatives

30 mesures les plus commentées

1. Adopter immédiatement la Loi Vegan
2. Arrêt des subventions pour l'éolien au profit du nucléaire
3. Généralisation d'accords de qualité de vie au travail dans les entreprises et administrations / Promotion de nouveaux indicateurs
4. Expérimentation du tirage au sort citoyen dans des institutions représentatives
5. Revenu universel de base à partir de 18 ans
6. Création d'un revenu universel
7. Mise en place et communication d'une politique de crise sanitaire auprès des citoyens
8. Renforcement de la protection sociale, avec un volet universel pour les indépendants et les travailleurs des plateformes et de l'économie circulaire
9. Urgence de quitter l'€™Union européenne
10. Référendum d'Initiative Citoyenne
11. L'urgence d'un revenu de base vraiment universel
12. Abolition de l'héritage
13. Une végétalisation d'ampleur de l'alimentation en restauration collective publique ou privée
14. Incitation à une plus grande sobriété via des taxes repensées
15. Remboursement Homéopathie
16. État fédéral européen
17. Soutien massif au développement de projets alimentaires territoriaux, pour une agriculture locale, de qualité et en circuit court
18. Limiter la population mondiale
19. Un moratoire immédiat sur l'élevage intensif
20. Vers une autonomie alimentaire locale
21. Plafonnement des revenus
22. Pour une homéopathie au cœur de l'offre de soins
23. Obliger les fabricants d'appareils électroménagers y compris la téléphonie à fabriquer solide et pour longtemps
24. Propositions pour une justice fiscale.
25. Référendum sur le Frexit
26. Et si nous assurions tous ensemble le service public ? + revenu universel
27. La gratuité des besoins de base
28. Réintroduire l'éthique animale dans les programmes scolaires
29. Les 1000 premiers jours : une opportunité unique de prévention en santé
30. Un revenu de base de 920€ couplé avec une suppression de l'impôt sur le revenu et de la TVA !

30 mesures les plus votées

1. Un moratoire immédiat sur l'élevage intensif
2. Un plan concret de sortie de l'élevage intensif, avec accompagnement des personnes qui en dépendent aujourd'hui vers des productions alternatives
3. Une végétalisation d'ampleur de l'alimentation en restauration collective publique ou privée
4. Réintroduire l'éthique animale dans les programmes scolaires
5. Adopter immédiatement la Loi Vegan
6. L'urgence d'un revenu de base vraiment universel
7. Soutien massif au développement de projets alimentaires territoriaux, pour une agriculture locale, de qualité et en circuit court
8. Obliger les fabricants d'appareils électroménagers y compris la téléphonie à fabriquer solide et pour longtemps
9. Les 1000 premiers jours : une opportunité unique de prévention en santé
10. Stop aux emballages inutiles !
11. Autoriser l'échange et la vente de toutes les semences paysannes
12. Indépendance sanitaire
13. Arrêter le gaspillage médicamenteux et ne délivrer que la quantité juste !
14. Remettre en place la consigne du verre
15. Revenu universel de base à partir de 18 ans
16. Développement du télétravail partiel selon les secteurs
17. Encadrement plus strict de la place de la publicité dans l'espace public
18. Mieux vaut prévenir que guérir : un système vélo pour lutter efficacement contre les maladies
19. Faciliter l'implication d'acteurs privés dans l'éducation pour limiter le nombre d'élèves en décrochage
20. Les enjeux climatiques comme savoir fondamental
21. Abandon des subventions publiques aux énergies fossiles
22. Une fiscalité juste et cohérente pour investir dans une économie bas carbone
23. Transparence et incitation : comment bâtir collectivement une société bas carbone
24. Réussir ensemble une transition numérique sobre : un impératif environnemental
25. Concevoir les territoires de la proximité au moyen de la politique de transports et de la réglementation
26. Un renouveau démocratique pour faire face collectivement aux enjeux sociaux et écologiques
27. Reconstruire le lien avec ce qui nous nourrit, partager plus vers et au travail
28. Piloter le monde de demain au plus proche des réalités vécues et des enjeux de soutenabilité
29. Une stratégie urbaine ambitieuse pour rapprocher lieux de vie et de travail
30. Réinventer ensemble l'Europe pour une économie résiliente et bas carbone

2. Les ateliers thématiques

1. « Le Jour d'Après sera numérique ou ne sera pas »

8 avril 2020

Intervenants

- **Sébastien Soriano**, président de l'Autorité Régulatrice des Télécommunications, des Postes et de la distribution de la presse (ARCEP)
- **Mathilde Bras**, directrice opérationnelle à la Fondation Internet Nouvelle Génération (FING)
- **Paula Forteza**, députée spécialiste du numérique et cofondatrice de la consultation Le Jour d'après



Le numérique constitue l'un des moyens déployés par les pouvoirs publics dans la lutte contre la pandémie mondiale du Covid-19. Bien que vecteur d'opportunités immenses, les risques associés à un usage incontrôlé des nouvelles technologies doivent nous interroger sur le modèle numérique que nous choisirons le Jour d'après.

La technologie ne fait qu'amplifier des problématiques déjà existantes. Elle est autant facteur d'opportunités que de risques, et il faut porter en ce sens une attention toute particulière à sa matérialité - notamment au vu des enjeux écologiques - et à son association avec les politiques publiques traditionnelles, notamment pour apporter une solution pertinente et cohérente à la crise actuelle. Un numérique choisi, et non subi, est indissociable du contrôle démocratique et de la lutte contre la mainmise des grandes plateformes sur les données. Les pouvoirs publics se doivent aussi et surtout d'accompagner les citoyens dans l'émergence de nouvelles pratiques responsables et éclairées, tout en luttant contre l'illectronisme l'absence de couverture des zones blanches.



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=bmkWqY7-uWk>

2. « Quelles premières leçons tirer de la crise ? »

10 avril 2020

Intervenants

- **Laurent Berger**, secrétaire général de la CFDT
- **Matthieu Orphelin**, député



La crise du Covid-19 a ouvert des brèches béantes dans le quotidien des citoyens et fait surgir, avec humilité, des questionnements fondamentaux sur les priorités des modèles des sociétés occidentales. Elle n'est pourtant pas terminée ! Les urgences présentes doivent être traitées efficacement, mais n'empêchent pas de s'interroger sur les leçons à tirer et les changements à apporter pour rendre la société française plus résiliente et plus juste socialement.

Ces enseignements sont multiples. Socialement, la crise expose les failles du système de santé actuel, remet au premier plan les métiers essentiels habituellement si peu valorisés, reflète les dynamiques inégalitaires du pays, mais aussi révèle des formes de solidarités émergentes. Économiquement, l'absence des filières stratégiques au niveau national, les visions *low cost* à court terme et la volatilité des marchés financiers ont montré leur limite. Sur le plan international, l'absence de régulation et l'abandon du multilatéralisme sont préjudiciables, montrant ainsi combien la coopération européenne est importante. Sur le plan sociétal, la réponse collective des Français reste une inconnue qui doit être prise en compte pour sauvegarder la devise républicaine. Dans le but de bâtir la société du Jour d'Après deux écueils seront à éviter : reprendre la société telle qu'elle l'était avant et, à l'opposé, rêver d'une utopie sans propositions concrètes ; tout en se concentrant sur trois piliers forts : la justice sociale, l'urgence écologique et l'impératif démocratique.



Revoir l'atelier

https://www.youtube.com/watch?v=gpC2rC_t57k

3. « Le Jour d'après sera celui d'une unité nationale multiculturelle »

13 avril 2020

Intervenants

- **Pascal Brice**, Ancien directeur de l'ofpra et membre du collège de praticiens du droit des étrangers auteur du rapport "pour une politique migratoire à la hauteur de toutes les exigences de la République"
- **Carine Rolland**, médecin et membre du Conseil d'administration de Médecins du Monde
- **Aurélien Taché**, député et auteur du rapport 72 propositions pour une politique ambitieuse d'intégration des étrangers arrivant en France



La pandémie Covid-19 touche encore plus durement les personnes en situation de fragilité. Parmi lesquelles, les demandeurs d'asile et les étrangers présents sur notre territoire. Alors qu'au même titre que les autres personnes présentes sur le territoire français, ils continuent de travailler et peuvent être atteints du Covid-19, ils ne bénéficient pas des mêmes droits.

Propositions

- Rendre effective l'égalité à l'accès aux soins. Aujourd'hui même les demandeurs d'asile, qui ont une existence légale sur notre territoire doivent attendre 3 mois avant d'avoir accès à la protection universelle maladie (PUMA)
- Régularisation des travailleurs sans papiers qui continuent d'aller travailler en période pandémique, c'est une question de justice et de reconnaissance.
- Maintenir l'accessibilité à la demande d'asile même en période pandémique tout en allégeant la procédure afin de respecter les conditions de protection sanitaire
- Repenser la gouvernance de l'asile en disposant de catégorie de droits plus génériques:
 - En augmentant la capacité de prise en charge des demandeurs d'asile,
 - En créant de nouvelles catégories pour les déplacés environnementaux, les travailleurs ou encore les migrants humanitaires.
 - Faire évoluer le pacte républicain



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=q3ycEbaR2q0>

4. « Repenser nos souverainetés et les liens entre les différents territoires »

15 avril 2020

Intervenants

- **Jean Viard**, sociologue et directeur de recherche au CNRS
- **Hubert Julien-Laferrière**, député du Rhône



Depuis de nombreuses années, nous avons considéré la loi du marché comme la plus rationnelle. Or, elle a pris le dessus sur nos quatre souverainetés : Agriculture, Santé, Éducation, Sécurité. Le lien entre nos métropoles et les différents territoires doit se renforcer vers plus de solidarité et une meilleure répartition des ressources agricoles, sanitaires, éducatives et sécuritaires.

Réchauffement climatique : L'Homme PEUT modifier ses comportements à l'échelle mondiale (le confinement en est la preuve). Structurons notre pays de façon horizontale et donnons de vrais pouvoirs aux collectivités locales : il faut une vraie prise en compte des territoires et réduire la fracture territoriale et sociale : augmenter le SMIC de 20 à 30% pour revaloriser les « petits métiers », confier la carte hospitalière aux Régions par exemple. Il faut saisir ce moment pour mettre en œuvre une politique « radicale » : proposer des mesures claires, simples, mais tranchantes pour répondre au besoin de radicalité des citoyens, tout en nous préservant des extrémistes (VIe République par exemple ?)

C'est la coopération mondiale qui nous permettra de faire face aux grands défis, mais il faut impérativement repenser nos 4 souverainetés principales et les protéger, en préservant notre autonomie vis-à-vis de celles-ci. Nous vivons « une cure de citoyenneté » qui pourra permettre de relégitimer le politique si nous parvenons à porter le désir de radicalité.



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=f92qcJELMdl>

5. « Entreprises citoyennes et inclusion économique : un enjeu territorial »

21 avril 2020

Intervenants

- **Thibaut Guilluy**, Haut-commissaire à l'Inclusion dans l'emploi et à l'Engagement des entreprises
- **Angéline Lamy**, Déléguée générale de la Fondation Accenture France
- **Didier Baichère**, Député des Yvelines



La crise sanitaire engendre une crise économique et donc de l'emploi. Les dernières prévisions de l'OFCE en matière d'impact de la crise sanitaire sur l'emploi s'élèvent à 460 000 demandeurs d'emploi supplémentaires (200 000 salariés dont la durée de contrat de travail est supérieure à un mois, 60 000 salariés en période d'essai et 175 000 en contrats courts). Cette contraction de l'emploi touchera les personnes les moins agiles et/ou discriminées, c'est-à-dire les Français qui en temps normal vivent déjà une situation plus difficile. La crise actuelle nous amène plus que jamais à ne pas retenir qu'une seule réponse économique de

soutien aux entreprises. Il nous faut aujourd'hui avoir une acception complète de la création de valeur dans ses dimensions économique, sociale et environnementale. Il n'y a pas de chronologie logique entre l'économique, qui viendrait d'abord, puis ensuite le social. Ces dimensions doivent être poursuivies de concert : d'où l'importance de l'approche de l'inclusion économique qui relie économique et social, compétitivité et engagement citoyen de l'entreprise.

Propositions

- Mettre en place une grande politique de l'inclusion économique pour tous les territoires moins favorisés. L'inclusion économique élargit le cadre strict de la lutte contre les discriminations en ce sens qu'elle intègre une dimension positive : le changement des comportements par l'adhésion des entreprises aux objectifs et surtout aux atouts économiques de la non-discrimination.
- Avancer sur le testing des entreprises et l'accompagnement RH des TPE-PME. Les campagnes de testing permettent de déployer un discours de sensibilisation auprès des entreprises, notamment des TPE, PME et ETI, en s'appuyant sur les relais que constituent les chambres consulaires, les fédérations patronales et les DIRECCTE.
- Pour un « Plan d'accélération de retour à l'emploi ». Les chômeurs prêts à l'emploi, mais « non agiles », car avec des compétences en inadéquation avec les besoins actuels des recruteurs et/ou résidents de territoires défavorisés, ne bénéficient pas de véritables dispositifs d'accélération du retour à l'emploi.



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=Ek0N1mXbGsU>

6. « Le Jour d'après sera celui de l'accès et au maintien à un logement décent »

22 avril 2020

Intervenants

- **Christophe Robert**, délégué général de la Fondation Abbé Pierre
- **Catherine Sabbah**, déléguée générale de l'Institut Des Hautes Études pour l'Action dans le Logement,
- **Aurélien Taché**, député



Dans son 25e rapport annuel sur l'état du mal-logement en France, la Fondation Abbé Pierre, déplore en effet 14,6 millions de personnes mal logées ou en situation de fragilité par rapport au logement en France en 2020. Le surpeuplement, notamment, est une problématique grandissante. En 2013, les plus pauvres ont 15 fois plus de risque d'habiter un logement surpeuplé que les plus aisés, rapport qui était d'à peine 7 en 1992.

Les travailleurs indépendants, les salariés confrontés au licenciement ou personne qui tirent l'essentiel de leurs revenus de l'économie informelle vont aussi rencontrer des difficultés nouvelles d'impayés de loyers dans les semaines qui viennent, générant ainsi à coup sûr de nouvelles difficultés.

Pour une part très significative de nos concitoyens, l'accès ou le maintien dans un logement décent sera donc, en sortie de crise, la première des priorités et cette dernière doit donc être l'occasion de réinterroger en profondeur les mécanismes qui peuvent les faciliter.

Propositions

- Changer de paradigme sur la notion de logement : le logement ne doit pas être vu ce comme un produit qui doit enrichir, mais un produit qui doit répondre aux besoins de ceux qui vivent dedans ;
- Créer un fonds « Zéro-Expulsion » pour aider les locataires en difficulté et indemniser les petits prioritaires ;
- Baisser les prix pour permettre un véritable choc d'offre ;
- Baisser les marges des promoteurs et demander plus d'exigence quant au produit qu'ils fabriquent pour répondre aux besoins concrets ;
- Bien que la production de logement neuf ne représente que 1% la production de logement, il est nécessaire d'augmenter les standards pour renouveler ce parc ;
- Décentraliser la politique du logement et de l'hébergement ;
- Imposer un espace extérieur pour toute nouvelle construction de logement



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=U70wA6viFGk&t>

7. « Demain, de nouvelles solidarités internationales ? Fragmentations ou Réconciliations : comment gouverner et investir dans un monde en commun »

23 avril 2020

Intervenants

- **Rémy Rioux**, Directeur de l'Agence Française de Développement, président du Club des banques de développement IDFC
- **Hubert Julien-Laferrière**, Député du Rhône, rapporteur pour avis du budget APD (2017-2019).



La crise sanitaire que nous traversons interroge nos politiques de solidarité internationale et les moyens mis en œuvre pour lutter efficacement contre la propagation de l'épidémie dans le monde en développement. Mais plus largement, elle doit nous obliger à penser la nécessité toujours plus grande d'un monde à construire en commun, contre les tentations du repli.

Avec Remy Rioux, nous tenterons de comprendre comment la France fait face au contexte actuel et quels sont les grands enjeux qui se dessinent pour demain pour un monde plus durable, plus solidaire et plus inclusif.

Propositions

- Aligner notre Aide Publique au Développement sur les Objectifs du Développement Durable et sur l'Accord de Paris qui doivent être notre feuille de route, notre trajectoire.
- Utiliser le levier des financements APD¹ pour mobiliser des financements privés de grande ampleur ainsi que les ressources des banques de développement nationales.
- Sortir du « vieux récit du développement » qui est un récit de rattrapage alors qu'il nous faut construire un récit de développement durable.
- Augmenter les budgets de l'APD et sortir de « l'aide » pour rentrer dans une vraie forme de partenariat.



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=rN35YTfglfE&t>

¹ Aide Publique au Développement

8. « Démocratie à l'épreuve de la crise : comment renouveler le pacte démocratique le jour d'après ? »

23 avril 2020

Intervenants

- **Loïc Blondiaux**, professeur de sciences politiques et membre du comité de gouvernance de la Convention Citoyenne pour le climat
- **Hélène Landemore**, professeure en sciences politiques à l'université de Yale, spécialiste de la démocratie
- **Paula Forteza**, députée cofondatrice de la consultation Le Jour d'Après et spécialiste du numérique et de la participation citoyenne



On observe une expression légitime de l'essoufflement de notre système représentatif aujourd'hui. La faible confiance des Français dans nos institutions s'exprime par un sentiment négatif envers la politique. Pour y remédier, le gouvernement a mis en place de nouvelles mesures afin d'inclure le citoyen dans le processus décisionnel (grand débat, convention citoyenne pour le climat). Ces mesures sont-elles suffisantes ? La crise interroge-t-elle notre démocratie ?

Réflexions principales et propositions

La crise sanitaire du Covid19 a entraîné un retour en force du politique par rapport à l'économique. Il est nécessaire de saisir cette opportunité afin de démocratiser nos institutions en profondeur. Parmi les propositions plébiscitées par la plateforme on retrouve notamment l'expérimentation du tirage au sort, la prise en compte du vote blanc, la constitution d'assemblées citoyennes, le jugement majoritaire et le référendum d'initiative citoyenne. En matière d'innovation démocratique, les deux professeurs pensent que tout est expérimentable. Cependant cela doit amener à une réflexion sur les formes de démocraties directes complémentaires et non pas substitutives à la démocratie représentative. Les participants au débat soulèvent plusieurs points intéressants tels que la nécessaire approche institutionnalisée pluraliste de l'expertise, les questions du financement de la démocratie et du renouvellement démocratique ainsi que l'entrée de la société civile dans les institutions parlementaires.



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=mzu-zC74rFA>

9. « Santé, économie, climat : la protection de la biodiversité, un fondamental pour le jour d'après »

24 avril 2020

Intervenants

- **Arnaud Gauffier**, directeur des programmes du WWF France
- **Eric Soubeiran**, directeur nature de Danone
- **Barbara Pompili**, députée de la Somme, Présidente de la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire



La santé de l'Homme et l'environnement sont liés. La destruction de nos forêts ou encore le trafic d'espèces augmentent les contacts entre les hommes et les animaux sauvages, contribuant à l'essor des zoonoses, ces infections qui se transmettent des animaux vers les hommes. On sait aussi que les milieux pollués/dégradés

sont le terreau des maladies chroniques - et d'une surmortalité – qui, dans le cas du Covid 19, sont des facteurs de risque.

Pour préserver notre santé, nous devons donc protéger notre biodiversité. Cela implique d'organiser un développement économique respectueux de notre environnement et du climat, en commençant par les activités qui génèrent un empiètement sur la nature. Cet atelier a permis d'appréhender comment à partir des enjeux exposés par une ONG, le WWF, les grandes entreprises, comme Danone, peuvent y répondre en faisant évoluer leur modèle.

Réflexions et messages principaux

Mettre fin au trafic d'animaux sauvages - devenu le 4e marché clandestin - s'impose bien sûr. Mais l'agriculture étant responsable de 80% de la déforestation et compte tenu des conséquences des pesticides sur la biodiversité et la santé, revoir notre modèle agricole et nous interroger collectivement sur l'alimentation que nous voulons est nécessaire : développer des filières agricoles locales vertueuses, mettre fin à la déforestation importée, construire notre autonomie protéique pour limiter les importations de soja, modifier nos habitudes alimentaires, mais aussi sortir des agrocarburants de 1ère génération.



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=uMDx2DyeL3k>

10. « Le numérique à l'école : une fausse bonne idée ? »

25 avril 2020

Intervenants

- **François Taddei**, chercheur en "génétique moléculaire évolutive et médicale" et en éducation
- **Lionel Tordeux**, inspecteur au ministère de l'Éducation nationale
- **Cécile Rilhac**, députée du Val d'Oise



La crise actuelle nous montre que de nouvelles façons d'apprendre sont possibles et à encourager : continuité pédagogique en ligne, mobilisation sans précédent des EdTech, industrialisation des Moocs et de la formation continue en ligne, cours et astuces via les réseaux sociaux (sport, bricolage...). Pour le Jour d'après, la conception de l'école de demain, le numérique a toute son importance. Partie intégrante de notre société, il a fait peu à peu évoluer notre mode de vie et de travail. Bien qu'il ait grandement facilité notre quotidien, l'intégration du numérique au sein de l'enseignement demande une réflexion profonde. La refonte de notre modèle éducatif incluant les nouvelles technologies permettrait sans doute de le moderniser, mais aussi d'améliorer les méthodes d'apprentissage et d'œuvrer la lutte contre les inégalités.

Réflexions et messages principaux

Depuis le début de la crise, le numérique est devenu l'outil unique d'accès à la connaissance et à l'enseignement. Ce bouleversement peut à la fois permettre de généraliser de nouveaux usages en faveur de l'innovation technologique. Mais les risques sont également nombreux (inégalités, fracture numérique, protection des données, etc).

- le numérique peut nous permettre de mettre en place un service de l'enseignement 12 mois par an alors que l'on sait que les inégalités sociales se creusent particulièrement pendant la période estivale chez les jeunes. Il est essentiel pour cela d'assurer l'accès de tous aux savoirs et équipements numériques.
- si nous voulons mettre en place l'école de demain, nous devons abandonner une prise de décision ascendante et nous appuyer sur les équipes du terrain. Plus largement, nous devons faire appel à l'intelligence collective de tous les acteurs impliqués (corps enseignant, spécialiste du numérique, chercheur en sciences cognitives, les jeunes eux-mêmes)

11. « Au-delà de la crise sanitaire, l'urgence climatique. L'Europe du jour d'après doit-elle évoluer pour y faire face ? »

27 avril 2020

Intervenants

- **Laurence Tubiana**, Directrice Générale de la European Climate Foundation (ECF), membre du Haut Conseil pour le Climat, Présidente du Conseil d'administration de l'Agence française de développement (AFD) et ancienne ambassadrice pour les négociations de l'**Accord de Paris en 2015**.
- **Véronique Andrieux**, Directrice Générale du WWF France
- **Pascal Durand**, député européen



La crise actuelle illustre les conséquences de la pression des activités humaines sur la nature et nous force à réfléchir sur ce que nous voulons comme nouveau modèle. Voulons-nous revenir comme avant ou pas ? La base de ce raisonnement doit nous conduire à adopter un raisonnement systémique, qui quitte le champ exclusif de l'environnement pour parler de l'ensemble, y compris du social. C'est la remise en question de l'illusion que le développement économique, le libre échange à tout prix et la richesse seuls permettent de réduire les inégalités. Pour réussir la révision de nos modes de consommation et de production, la nature de la réponse à la crise ne peut être qu'écologique et sociale.

Le Pacte vert ou "Green deal" européen peut devenir un des fondements d'un nouveau contrat social pour l'Europe qui serait à décliner pour chaque pays européen et dans chaque société. L'idée du Green deal comme moteur de la relance après la crise a été validée par les colégislateurs européens, le Parlement et le Conseil. La question est maintenant d'en définir la déclinaison en termes de politiques publiques (quels secteurs, modalités et échelle de temps), tout autant que l'allocation des investissements nécessaires. Aucune démocratie ne peut fonctionner avec la règle de l'unanimité, pourtant en Europe ce sont toujours les États qui décident des ressources de l'UE.

La plus grande part de l'investissement va venir de l'endettement public. La Banque Centrale Européenne, dans sa réponse à la crise, a permis une forme de création monétaire avec une portée limitée. Pour assurer la transition, les investissements durables doivent représenter au moins la moitié des investissements de l'UE. Il faut aussi se poser la question de ce qu'est un investissement durable tout en étant vigilant par rapport aux règles en vigueur (taxonomie). Ne pas soutenir les activités fossiles telles qu'elles sont (ex filtre à air sur une usine à charbon). Quand on parle de relocaliser l'emploi, il faut arrêter de donner une prime à la délocalisation dans les pays du Sud. Pour aider cela, on peut mettre en place un mécanisme de compensation carbone aux frontières et un prix plancher du carbone. Il est naïf de penser qu'on pourra relocaliser notre production sans y intégrer des critères écologiques et sociaux et sans remettre en cause la doctrine du libre-échange.

Les citoyens sont aussi légitimes que les ONGs, les syndicats et les entreprises pour penser la relance de la relance économique et de la société. Dans chaque



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=70cxZR4RiwM>

société européenne, leurs contributions doivent être reconnues.

12. « Stimuler et accompagner les envies d’agir en faveur de la transition écologique, économique et sociale : quel chemin vers le jour d’après ? »

28 avril 2020

Intervenants

- **Matthieu Dardaillon**, président fondateur de Ticket for Change
- **Cécile Dupré La Tour**, cofondatrice et animatrice de Start Up de Territoire
- **Cathy Racon-Bouzon**, députée des Bouches-du-Rhône



La crise que nous vivons aujourd’hui doit nous obliger à repenser nos sociétés. Nous sommes projetés à grande vitesse dans cette phase de transition vers un nouveau modèle écologique, économique et social, que nous devons accompagner.

Les envies d’agir se multiplient. Pour un quartier plus vert, une école plus mixte, une économie plus vertueuse...

Répondre aux besoins des territoires en s’appuyant sur l’engagement des citoyens, l’activation de leurs talents et ainsi participer à la stimulation démocratique, c’est un chemin qu’il nous faut développer.

Réflexions et messages principaux

S’agissant des questions socio-environnementales, 94% des Français ont envie d’agir, 35% ont des idées pour agir, 20% agissent réellement et 6% consacrent leur travail à agir.

Pour transformer ces envies d’agir en actions et les accompagner :

- Il s’agit de rassembler les ressources des territoires et d’intégrer tous les acteurs de ce dernier pour y construire des projets au plus près des besoins qu’ils estiment prioritaires.
- Il est aussi nécessaire d’articuler toutes les initiatives existantes pour décupler l’impact de ces mobilisations.
- Développons les lieux d’échanges et dupliquons ce qui marche afin que chacun puisse se mobiliser sur son territoire.
- Activons les talents pour que les projets puissent éclore et les acteurs de changement puissent émerger.
- La période actuelle est par ailleurs source de nouvelles envies d’engagement. Il faudra veiller dans l’après à savoir intégrer de nouvelles personnes dans les projets et à grande échelle, ce qui constitue un vrai défi collectif, ainsi qu’à partager une méthodologie.
- La question de la formation est également cruciale. Il faut en effet mettre en œuvre la transition dans tous les territoires et tous les secteurs d’activité, et pour cela, il faut des gens formés. C’est l’initiative du collectif des Grandes Écoles de la Transition. Une formation initiale et continue, inclusive, et porteuse d’une transformation des métiers vers du plus durable et du plus utile à la société.



Revoir l’atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=F5zlSnRIjY>

13. « Enjeux de société et écologie : vers un nouveau rapport au monde le jour d'après ? »

29 avril 2020

Intervenants

- **Dominique Bourg**, philosophe, ancien Président du conseil scientifique de la fondation Nicolas Hulot
- **François-Michel Lambert**, député des Boûches-du-Rhône



En Europe, aux États-Unis, au Brésil, nous sommes dirigés par des idéologues qui n'apprennent rien de leurs erreurs. Il est fort probable qu'une fois la crise covid19 passée que pour en sortir tous veulent appliquer des recettes économiques éculées, basées sur une hausse de l'endettement des États; une dette que l'on fera payer au peuple par la suite, alors que nous n'avons rien fait d'autre que de faire tourner la planche à billets et si nous reprenons les rythmes qui étaient encore les nôtres au début de l'année, le réchauffement atteindra les 2 °C dès 2040 et les milieux naturels continueront de reculer sous l'asphalte. En détruisant la biodiversité sauvage comme la diversité génétique des espèces domestiques, nous déstabilisons les équilibres entre populations et facilitons la circulation des pathogènes.

Réflexions et messages principaux

Nous devons intégrer que les changements dus au réchauffement climatique ne seront pas passagers, mais structurels avec des canicules empêchant certaines activités, des infrastructures détruites, l'expansion des maladies infectieuses vectorielles comme le Chikungunya ou le virus Zika :

- l'hypertechnologie, le transhumanisme terrassé par quelques brins d'ARN réquisitionne cette course en avant ;
- les quotas vont devenir nécessaires sur le CO2, sur la consommation. Au début conserverait les 10% qui surconsommant le plus, puis élargir pour ramener la conso de la population en équilibre avec les limites de la planète ;
- resserrer l'écart des inégalités une Europe dont la richesse se rapproche avec les pays africains limiteraient les migrations importantes ;
- l'approche territoriale, des modèles locaux dans toutes ces dimensions ressources disponibles, monnaies locales. Dominique Bourg co-initie le lancement de Revenu de Transition Écologique et de Coopérative de Transition Écologique qui repensent et retissent les rapports à l'équilibre des territoires.



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=wfwKNfLbRYM>

14. « Il suffira d'une crise ... pour que les droits des femmes soient remis en question : et maintenant, on fait quoi ? »

29 avril 2020

Intervenants

- **Françoise Milewski**, économiste à l'OFCE et coresponsable du programme Programme de Recherche et d'Enseignement des Savoirs sur le Genre (PRESAGE) de Sciences Po
- **Ghada Hatem**, gynécologue-obstétricienne, fondatrice de la Maison des femmes de Saint-Denis
- **Albane Gaillot**, députée du Val-de-Marne



La crise sanitaire à laquelle nous faisons face agit comme un révélateur des inégalités entre les femmes et les hommes : augmentation des faits de violences conjugales en raison du confinement, renforcement des difficultés dans l'accès à l'IVG, femmes largement majoritaires dans les filières très exposées au virus (caissier.e.s, agent.e.s d'entretien, infirmier.e.s, etc), etc. Il est donc urgent de réfléchir à la construction d'une société plus égalitaire – orientation scolaire et professionnelle, emplois, salaires, place des femmes dans la société, etc.

Il y a deux temps d'action :

- Le temps de la crise, qui appelle des mesures immédiates et rapides :
 - Allongement des délais d'accès à l'IVG pour compenser les effets du confinement sur le renoncement aux soins ;
 - Développement de solutions d'hébergement d'urgence pour les femmes victimes de violences conjugales.
- Le temps de l'après, qui devra venir apporter des solutions durables aux problèmes exacerbés par la crise :
 - Sous-valorisation sociale et salariale des métiers majoritairement exercés par des femmes > en revoyant les grilles de qualification ;
 - Répartition inégale des tâches dans la famille > en déconstruisant ces stéréotypes via de vraies politiques d'éducation à la parentalité et à l'égalité, dès le plus jeune âge, qui devront également permettre de lutter contre les violences sexistes et sexuelles.



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=msr3q09cpMY>

15. « Le jour d'après sera celui de l'égalité réelle »

30 avril 2020

Intervenants

- **D Noam Leandri**, président de l'Observatoire des inégalités
- **Claire Hédon**, présidente de ATD Quart Monde
- **Fiona Laazar**, députée du Val d'Oise



La crise sans précédent que traverse le pays révèle - et exacerbe - les inégalités sociales et territoriales. Il y a d'abord l'urgence, celle d'accompagner les plus fragiles dans cette épreuve. Il y a ensuite des leçons à en tirer, pour construire demain une société plus juste et solidaire.

Premier constat, nous ne sommes pas tous égaux face à la crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales. Les publics les plus fragiles sont les plus exposés : personnes sans-abri, ménages précaires, personnes migrantes, jeunes vulnérables... Certains territoires, comme les banlieues, souffrent davantage, car ils condensent de multiples difficultés structurelles : suroccupation de logement et promiscuité, emplois précaires qui rendent impossible le télétravail, précarité économique renforcée par l'arrêt des activités informelles et la fermeture des cantines scolaires, solidarités de proximité et familiales rendues plus difficiles par le confinement ...

Les mesures d'urgence prises ces dernières semaines constituaient un filet de sécurité indispensable, mais ces difficultés appellent une réflexion profonde et renouvelée sur nos mécanismes de solidarité.

Parmi les priorités dégagées lors de cet atelier : assurer un minimum digne à chacun pour vivre (par la revalorisation des minima sociaux et leur ouverture à 18 ans, et une revalorisation du travail), agir contre le mal-logement et notamment les bidonvilles, lutter contre l'isolement de certains territoires et mettre l'équité territoriale au coeur des politiques publiques, résorber la fracture numérique avec par exemple la création d'une tarification sociale des communications numériques, renforcer l'attention aux plus fragiles (personnes sans-abri, personnes migrantes ...), ou encore construire une relance écologique ET solidaire, car ces deux combats sont intimement liés.

Demain, nous ne pourrons pas continuer comme avant : il faut faire du jour d'après une opportunité pour le pays !



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=QFXmzU6yX2s>

16. « Comment mettre en œuvre une économie au service du bien commun le jour d'après ? »

30 avril 2020

Intervenants

- **Jacques Attali**, écrivain, économiste et haut fonctionnaire
- **Paula Forteza**, députée cofondatrice de la concertation Le Jour d'après



Pendant la crise du Covid19, les inégalités d'accès aux soins, logements, biens de première nécessité sont particulièrement accentuées. L'incapacité de certains gouvernements à réagir vite et à mobiliser les ressources nécessaires face à la crise a été perçue pour beaucoup comme l'échec d'un modèle de développement mondialisé, basé uniquement sur une logique de marché et de concurrence.

Réflexions principales et propositions

A la sortie de la crise du coronavirus, il faudra réorienter toute notre économie vers une économie de la vie, c'est-à-dire en faveur de tous les secteurs qui regroupent les activités nécessaires et fondamentales de notre société (santé, hygiène, recherche, etc.). Aujourd'hui nous y dépensons entre 40 et 70% du PIB, il faut monter à 80 voir 90%.

D'autre part, il est important de travailler dans l'intérêt des générations futures, c'est pourquoi il faut mesurer le degré de positivité des investissements. La positivité tient ainsi compte du niveau économique, du niveau de santé, de la place des femmes, de la démocratie, lutte contre les injustices sociales et la précarité, etc. Cette vision de



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=nAa-4maYREs>

l'économie n'exclut pas toute forme de mondialisation, mais prône une mondialisation du droit plutôt que des marchés. Enfin, il est primordial d'avoir à l'égard des pays en difficultés un « altruisme intéressé », car c'est dans notre intérêt de les aider.

17. « Quel système de santé pour le Jour d'après ? Pour une organisation tournée vers la qualité et la pertinence des soins »

1^{er} mai 2020

Intervenants

- **André Grimaldi**, Professeur émérite de diabétologie au CHU de la Pitié-Salpêtrière, auteur de *La santé écartelée*
- **Gilles Bonnefond**, président de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO)
- **Delphine Bagarry**, députée des Alpes-de-Haute-Provence



La crise sanitaire a mis en exergue un manque de moyens financiers, matériels et humains de l'hôpital, tributaire de réformes successives menées depuis une quarantaine d'années. La logique de financement à la productivité a contribué à déqualifier le travail des soignants à l'hôpital et à dégrader la qualité de vie au travail, alors que les établissements de santé demeurent une voie d'accès aux soins essentiels pour de nombreux Français, en particulier chez les plus précaires, et qu'ils sont aussi garants d'une médecine de pointe et de qualité pour tous. Aussi, la crise sanitaire est une occasion de réfléchir à l'organisation de notre système de soin, et à repenser la question de son financement.

Réflexions principales et propositions

Sortir du modèle adopté au début du XX^e siècle, redéfinir un modèle de gouvernance et de tarification autour d'un principe simple : "Le juste soin pour le patient au moindre coût pour la collectivité". Pour cela, il est nécessaire :

- de sanctuariser la sécurité sociale ;
- de rompre avec un modèle de financement qui a mené les hôpitaux sur des marchés concurrentiels et les a obligés à fonctionner en flux tendu ;
- rompre avec la suradministration en redéfinissant le rôle des Agences régionales de santé ;
- repenser la tarification à l'activité en ville pour modifier le sens de la consultation: plus de place à la prévention, moins de panmédicalisme ;
- plus de démocratie sanitaire, la voix des patients doit-être mieux entendu ;
- plus de coopération entre les professionnels de santé (Dossier médical partagé) et une meilleure coordination territoriale ;
- une prise en charge à 100% des dépenses de santé essentielles par l'assurance maladie.

En outre, la crise du Covid-19 a montré que les territoires les plus résilients sont ceux où il y a une communauté de santé plus organisée, qui coopère, où les besoins ont pu être mieux évalués et mieux anticipés. Le système de santé de demain doit s'appuyer sur cette expérience : renforcer la coopération et partout où c'est possible, s'appuyer sur les compétences de tous les soignants pour faciliter la prise en charge des patients, améliorer la prévention et libérer du temps utile aux médecins.

Enfin, le système de soin de demain devra être indépendant : les États membres de l'Union européenne doivent pouvoir disposer par eux-mêmes des médicaments et du matériel dont leurs systèmes de soin ont besoin.



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=005LnuFo55Q>

18. « La santé environnementale, une priorité au XXI^e siècle »

2 mai 2020

Intervenants

- **Pierre Souvet**, président de l'Association Santé Environnement France (ASEF), médecin et auteur du livre 200 alertes santé environnement : Les substances toxiques à la loupe. Quels risques et comment s'en protéger ? préfacé par Nicolas Hulot
- **André Cicolella**, Président du Réseau Environnement Santé, toxicologue
- **Sandrine Josso** députée de Loire-Atlantique



Il est essentiel de conduire une réflexion globale sur le lien de la santé avec notre environnement. Selon plusieurs études, la pollution des villes pourrait constituer un facteur aggravant des symptômes du Covid-19. Au-delà de cette corrélation encore peu documentée, le lien entre santé pollution environnementale et le développement de maladies chroniques est établi, mais les politiques publiques tardent à prendre en compte la spécificité et l'ampleur du phénomène. Un exemple : déjà en 2013, l'INSERM a publié une étude montrant la présomption d'un lien entre exposition aux pesticides et cancer de l'enfant. Cette première étude a été confirmée par une autre étude en 2018 montrant les conséquences de l'exposition des ménages aux pesticides sur les risques de leucémie chez les enfants et les adolescents. Les maladies chroniques sont le premier facteur de mortalité 14% de la mortalité touchant 20 millions de personnes en France, ce qui représente 60% des dépenses de santé. Cancers, troubles respiratoires et cardio-vasculaires, allergies, troubles de la fertilité : il est urgent de changer de modèle et de mettre fin à ces aberrations sanitaires et environnementales.

Réflexions et messages principaux à retenir

- Plusieurs pistes ont été formulées afin de mettre en œuvre une politique ambitieuse de gestion des risques sanitaires et environnementaux telles que :
- la refondation des institutions de prévention: protection maternelle et infantile , santé scolaire , santé au travail ;
- la mise en place d'un grand d'éco-urbanisme: densité, mobilité, verdissement ;
- la territorialisation des politiques en la matière avec des diagnostics locaux de Santé Environnementale ;
- création d'un institut de veille environnementale et d'un centre de recherche sur la santé environnementale ;
- une meilleure formation des professionnels de santé sur les risques sanitaires induits par la pollution.
- La conduite d'États Généraux de la Santé environnementale.



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=BxHYbN2kA6s>

19. « Le temps du revenu universel est-il venu ? »

4 mai 2020

Intervenants

- **Jean-Luc Gleyze**, Président du Conseil Départemental de la Gironde, qui co-pilote le projet d'expérimentation du revenu de base porté avec 18 départements, l'IPP, le CEPREMAP et la Fondation Jean-Jaurès
- **Mathilde Brocquet-Courboillet**, Directrice Stratégie et Développement du Think Thank Génération Libre.
- **Valérie Petit**, Députée du Nord



Quelques heures, c'est le temps qu'il aurait fallu à la France, si nous avions eu le revenu universel, pour assurer à chaque Français, sans exception, un revenu minimum pour faire face à l'une des plus graves crises sanitaire et économique qu'ait connu notre pays. Quelques heures seulement... et non plusieurs semaines et quantités de mesures et d'ajustements pour tenter de n'oublier personne dans la distribution des soutiens aux ménages et aux entreprises. Relancé dans le débat public en France lors de l'élection présidentielle de 2017, le revenu universel est une des propositions les plus plébiscitées dans le cadre de la consultation « Le Jour d'Après ».

Réflexions et messages principaux à retenir

Bien qu'ils soient issus de sensibilités différentes, les deux intervenants convergent sur de nombreux points, notamment sur l'objectif d'émancipation du RU ou sur la volonté de lutter contre la pauvreté. Il ne s'agirait pas ni pour l'un ni pour l'autre d'une trappe à oisiveté. Pour Jean-Luc Gleyze, son revenu de base réside sur une expérimentation départementale de fusion de la prime d'activité et du RSA, financée par une réorientation des dépenses sociales et une contribution de 15 milliards d'euros de la solidarité nationale. Pour Mathilde Brocquet-Courboillet, la réforme du prélèvement à la source permet désormais de mettre en place rapidement le RU de Génération libre, par la création d'un crédit d'impôt universel, proche du revenu d'existence et qui ne touche pas à l'AAH, aux APL, aux allocations chômage et aux retraites.

Il est intéressant de constater que Monsieur Gleyze considère que la réforme fiscale de Génération Libre a du sens, car relevant d'une logique redistributrice. Une réforme fiscale, allant au-delà d'une fusion d'allocations, est nécessaire pour atteindre un jour un RU au plan national. L'attention doit être portée sur le fait qu'il ne doit pas y avoir plus de perdants qu'avec le système actuel.

Les deux intervenants se rejoignent également sur le RUA proposé par le Gouvernement. Pour Jean-Luc Gleyze, cette réforme serait moins bénéfique que le système actuel. Pour Mathilde Brocquet-Courboillet, le RUA détourne la philosophie du RU en utilisant son appellation. Selon elle, parler de revenu universel pour une fusion d'aides c'est faire beaucoup de mal une réflexion philosophique très ancienne.



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=E4Y3YRyZ5ZM>

20. « Perturbations environnementales et maladies infectieuses émergentes : que dit la science ? »

6 mai 2020

Intervenants

- **Gwenaël Vourc'h**, directrice de recherche INRAE, UMR Épidémiologie des maladies animales et zoonotiques
- **Jean-François Guégan**, directeur de recherche INRAE/IRD, UMR ASTRE
- **Cédric Villani** député d'Essonne, mathématicien lauréat de la médaille Fields, ancien directeur de l'Institut Henri-Poincaré.



Les maladies infectieuses et les épidémies, qu'elles soient dues à des bactéries, virus ou parasites, ont toujours existé. L'Humanité a connu au moins quatre grandes crises sanitaires liées aux épidémies, en grande partie liées à des changements de modes de vie systémiques ou à la découverte de nouveaux milieux (début de l'agriculture, découverte de l'Amérique...). Ces dernières décennies, même si les maladies infectieuses touchent beaucoup moins de personnes que par les siècles passés, le rythme et la propagation de maladies infectieuses émergentes semblent s'accélérer, à tel point que certains chercheurs parlent de cinquième transition épidémiologique dont l'émergence du covid-19 est une illustration.

Les nouvelles pratiques anthropiques, principalement liées à l'explosion démographique, l'étalement urbain, l'exploitation de l'environnement et l'agriculture intensive, favorisent les contacts avec les écosystèmes naturels abritant des myriades de microbes qui existaient auparavant, mais auxquels nous n'avions jamais été confrontés.

Réflexions et messages principaux à retenir

L'épidémie de Covid-19 nous rappelle que nous faisons partie du vivant et que nous sommes mortels. Cette maladie est d'origine animale comme les trois quarts des maladies émergentes infectieuses (dues à des bactéries, des virus ou des parasites). Les pressions anthropiques sur l'environnement, notamment sur les terrains intertropicaux, intensifient les interfaces faune sauvages / hommes qui favorisent l'émergence de telles maladies. Multifactorielles par nature, les raisons à ces émergences aux interfaces entre naturalité, usages et pratiques humaines au travers de l'élevage et de l'agriculture, et mondialisation doivent être anticipées en développant des recherches proactives. Nous devons collectivement construire des socioécosystèmes résilients face aux crises sanitaires et environnementales, ce qui devra passer une modification profonde de notre modèle de développement.



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=yjHoAmLcUoA>

21. « Comptabilité intégrée : remettre les enjeux de durabilité au cœur du pilotage des entreprises »

7 mai 2020

Intervenants

- **Hervé Ggebo** est vice-président de l'Ordre des experts-comptables de Paris Île-de-France, président du groupe de travail RSE de l'Association des Directeurs Financiers et Contrôleurs de Gestion et membre du comité éditorial de la revue Finance & Gestion.
- **Alexandre Rambaud**, maître de conférences à AgroParisTech, chercheur au CIRED (Centre International de Recherches sur l'Environnement et du Développement) et chercheur associé à l'université Paris-Dauphine.
- **Adrian Deboutiere** chargé de mission à l'Institut national de l'économie circulaire expert en modèle d'économie circulaire territorial et encadrant l'expérimentation en cours en région Sud-Paca
- **François-Michel Lambert**, député des Bouches-du-Rhône



La crise sanitaire à laquelle nous sommes confrontés et les conséquences économiques imposent une relance économique qui doit se faire dans une optique de résilience pour éviter d'être confronté à d'autres crises sociales et environnementales majeures dans les années à venir. C'est tout l'objet de la comptabilité intégrée, et notamment du modèle CARE, disruptif par sa capacité à ne plus uniquement retranscrire la performance des entreprises au prisme de leur rentabilité financière, mais également par leur capacité à préserver ou restituer les capitaux naturels et sociaux consommés. Le modèle CARE est déjà expérimenté par de nombreux acteurs économiques, notamment dans le cadre d'un programme d'envergure en Région Sud-PACA porté par l'INEC, soutenu par l'ADEME, et mis en œuvre par le cabinet d'expertise comptable Compta-Durable. Son Président-fondateur Hervé Ggebo a pu exposer les principales phases de mise en œuvre du modèle au sein des organisations.

Le modèle CARE rejoint la vision de la comptabilité « statique » selon laquelle les capitaux, qu'ils soient financiers, naturels ou sociaux, constituent des « emprunts » (correspondante au passif en comptabilité). Évalués à hauteur de leur « coût de maintien », les capitaux naturels et sociaux sont employés et consommés du fait de l'activité de l'entreprise (leur emploi correspondant cette fois-ci à l'actif). Les capitaux doivent toutefois être préservés ou « remboursés », afin que l'entreprise soit solvable du point de vue de la comptabilité intégrée, et puisse générer des profits.

Réflexions et messages principaux à retenir

La structure du modèle est aboutie, mais il doit encore faire l'objet d'expérimentations et d'approfondissements (métriques, consolidations territoriales, etc.). C'est tout l'objet de la Chaire « Comptabilité écologique » et des programmes d'expérimentations en cours avec les entreprises. En rendant « fidèlement » compte de la solvabilité des organisations, au prisme de leur performance financière, environnementale et sociale, la comptabilité intégrée permet de renouveler l'analyse financière, et donc de donner les clés aux décideurs publics et privés pour soutenir, inciter, récompenser ou sanctionner les acteurs économiques.



Revoir l'atelier

https://www.youtube.com/watch?v=rNTQ4_-ATgk

22. « Éthique et numérique : protéger nos droits et libertés face aux risques technologiques »

9 mai 2020

Intervenants

- **Judith Rochfeld**, professeur de droit privé à l'École de droit de la Sorbonne, et directrice du Master 2 « Droit du commerce électronique et de l'économie numérique ».
- **Véronique Champel-Desplats**, professeur de droit public à l'Université Paris-Nanterre, spécialiste des libertés fondamentales et des droits de l'homme
- **Cécile Untermaier**, députée de Saône-et-Loire, présidente du groupe "Démocratie numérique et nouvelles participations citoyennes"
- **Paula Forteza**, députée Fde d'Amérique latine et des Caraïbes, cofondatrice de la consultation Le Jour d'Après et spécialiste du numérique



Dans le contexte de la crise sanitaire, le numérique a pris une place majeure dans notre quotidien et apparaît comme un facteur fondamental de notre résilience collective. Les débats autour du recours à des applications de traçage numérique et l'importance des outils numériques dans la vie des citoyens semblent réaffirmer l'urgence d'adapter notre droit à la rapidité des transformations à l'œuvre et risques associés à l'innovation technologique.

Réflexions et messages principaux à retenir

Il ne s'agit pas de parler du numérique uniquement sous le prisme du risque. En effet, initialement le numérique était abordé avec optimisme mettant en exergue la richesse des réseaux, c'est ce que nous devons retrouver. Pourtant il est essentiel de relever certains risques : la fracture numérique peut ainsi porter atteinte au principe d'égalité, l'usage du numérique au travail et le télétravail pose la question de la redistribution du temps et entraîne un risque de porosité entre sphère privée et publique. Enfin, les interconnexions de toutes ces données personnelles qui se doivent d'être protégées. La redéfinition du numérique pose la question de la place du citoyen dans la maîtrise et le contrôle des usages numériques. Afin de faire face à de nouveaux enjeux il est ainsi pertinent de mettre en place une Charte du numérique adossée à la Constitution afin de promouvoir un certain nombre de droits fondamentaux nécessaires à l'ère du numérique pour assurer une meilleure protection des données et faire face à des technologies allant beaucoup plus vite que la loi. Par exemple, cette déclaration de droits pourrait intégrer l'idée que l'humain a le droit à de l'information, de l'explication, de la vérification et il a le droit de contester. Comme dans le préambule de la charte sur l'environnement, le texte pourrait contenir l'affirmation selon laquelle internet, les réseaux et leurs contenus doivent être conçus comme un bien public mondial.



Revoir l'atelier

<https://www.youtube.com/watch?v=VTRw8A6zH3o&t=1s>

Contacts

Paula Forteza, députée

paula.forteza@assemblee-nationale.fr

Matthieu Orphelin, député

Matthieu.orphelin@assemblee-nationale.fr

Aurélien Taché, député

Aurelien.tache@assemblee-nationale.fr



Le jour d'après